

Avancement de la microfinance par le  
biais du leadership des associations

PRESTATION DE  
SERVICES DE VALEUR



## Promotion des centrales des risques : le rôle des associations de microfinance

2010

Copyright © 2010 The SEEP Network

Certaines sections de cette publication peuvent être copiées ou adaptées pour répondre aux besoins locaux sans la permission du Réseau SEEP, tant que les parties copiées sont distribuées gratuitement ou sans frais, à but non-lucratif. Veuillez faire mention du Réseau SEEP et « Promotion des centrales des risques : le rôle des associations de microfinance » pour les sections que vous extrairez.

Pour toute reproduction à usage commercial, veuillez demander permission auprès de

The SEEP Network  
1875 Connecticut Avenue NW, Suite 414  
Washington, DC 20009-5721  
Tél. : 1 202-534-1400 Télécopie : 1 202-534-1433  
Email: [seep@seepnetwork.org](mailto:seep@seepnetwork.org) Web: [www.seepnetwork.org](http://www.seepnetwork.org)

Imprimé aux Etats-Unis d'Amérique  
Pour accéder à cette publication sur Internet, veuillez vous rendre sur [www.seepnetwork.org](http://www.seepnetwork.org)

# Promotion des centrales des risques : le rôle des associations de microfinance

Le Réseau SEEP

Auteurs collaborateurs : Kelly Hattel, Megan Montgomery

Original en anglais

Traduit par Jean-Marc Poisson



Citi Foundation



# TABLE DES MATIERES

<b>REMERCIEMENTS</b>	<b>iv</b>
<b>INTRODUCTION</b>	<b>1</b>
Qu'est-ce qu'une centrale des risques ?	1
Comment le secteur de la microfinance peut-il tirer avantage d'une centrale des risques ?	3
<b>MODÈLES DE PROPRIÉTÉ POUR LES CENTRALES DES RISQUES</b>	<b>5</b>
Modèle de la possession et gestion par les créanciers	5
Modèle de l'exploitant indépendant	5
Association de prêteurs sans but lucratif	6
Les centrales des risques pour les IMF uniquement ?	7
<b>ACTIVITÉS PROPRES AUX ASSOCIATIONS DE MICROFINANCE</b>	<b>8</b>
<b>ÉTUDES DE CAS</b>	<b>10</b>
Red Financiera Rural, Équateur	10
Consortium ALAFIA, Association nationale des praticiens de la microfinance, Bénin	12
ASOMIF, Nicaraguan Association of Microfinance Institutions	14
Pakistan Microfinance Network	16
<b>PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS TIRÉS DES ASSOCIATIONS DE MICROFINANCE : RÉUSSITES ET DIFFICULTÉS</b>	<b>19</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE</b>	<b>21</b>
<b>RESSOURCES SUPPLEMENTAIRES</b>	<b>22</b>

## REMERCIEMENTS

Cette note technique a été produite par le Réseau SEEP dans le cadre d'une activité du Citi Network Strengthening Program financé par la Fondation Citi.

La mission du Citi Network Strengthening Program, le plus important programme de subvention international mis en œuvre pour soutenir la stratégie de microfinance de la Fondation Citi, est d'accroître la capacité et l'étendue du secteur de la microfinance en renforçant la capacité opérationnelle, technique et financière de douze associations de microfinance nationales et régionales.

Nous tenons à remercier particulièrement Miguel Llenas, actuel directeur général du National Bureau of Commercial Information (Oman) et ancien directeur de Datacredito, principale centrale des risques en République dominicaine, qui a généreusement partagé son expertise technique dans la mise au point et la rédaction de cette note technique. De plus, les organisations suivantes ont bien voulu partager leur expérience pour les études de cas de ce document :

- Pakistan Microfinance Network (PMN)
- Red Financiera Rural (RFR), Équateur
- Consortium ALAFIA, Bénin
- Nicaraguan Association of Microfinance Institutions (ASOMIF)

# Introduction

---

Les centrales des risques peuvent jouer un rôle déterminant dans la promotion de l'inclusion financière. Les clients ayant de solides historiques de remboursement peuvent tirer avantage d'un service plus rapide et de conditions préférentielles. Les prestataires de services financiers sont en mesure de profiter de coûts de transactions réduits et d'une meilleure qualité du portefeuille. Pour le secteur en général, les centrales des risques accroissent la transparence des transactions financières, renforçant ainsi la confiance, l'investissement et, à long terme, améliorant l'accès à des services de toutes sortes.

Toutefois, dans de nombreux pays, les centrales des risques soit ne sont pas disponibles soit sont inaccessibles à un grand nombre de prestataires de services. Le partage d'informations de cette nature se limite souvent à un nombre relativement réduit d'institutions bancaires réglementées. Les restrictions juridiques, les coûts et les processus de reporting incompatibles sont des obstacles fréquents à une plus grande utilisation. En même temps, l'accroissement d'une concurrence sans partage d'informations entre prêteurs conduit généralement à une dégradation de la performance de remboursement dans le secteur et freine la croissance globale.<sup>1</sup>

Les associations de microfinance, dont les membres n'ont fréquemment pas accès aux centrales des risques, ont souvent parfaitement conscience de leurs avantages potentiels et des lacunes que comportent les infrastructures financières de leurs pays. L'expérience montre que les associations peuvent contribuer de manière non négligeable à répondre à ce besoin. Les possibilités vont de l'exercice d'un rôle actif dans la création et la propriété d'une centrale des risques à une facilitation plus indirecte de leur utilisation. Les associations doivent pouvoir évaluer les avantages et les inconvénients des différentes approches et mettre en œuvre des stratégies qui correspondent aux besoins du secteur, ainsi qu'à leurs propres capacités.

Cette note technique fournit un bref survol du rôle des centrales des risques dans la promotion de l'accès à la finance, elle présente les caractéristiques de différents modèles d'agences et identifie les rôles productifs qu'elles sont susceptibles de jouer. Les études de cas d'associations de microfinance avec une expérience dans la création et la promotion de centrales des risques fournissent des enseignements et des conseils pratiques.

## Qu'est-ce qu'une centrale des risques ?

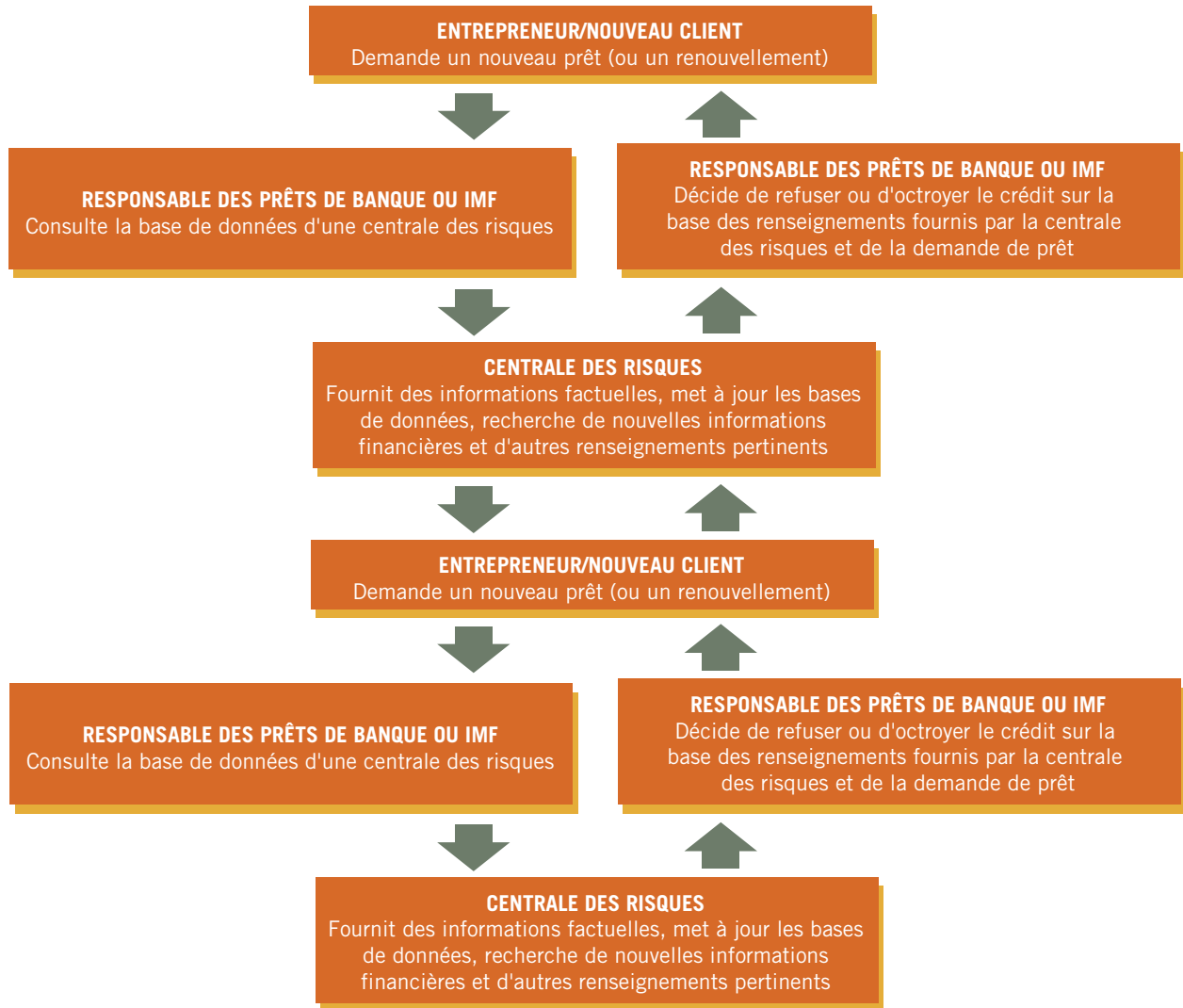
Le but ultime d'une centrale des risques est de réduire le risque de crédit associé à une transaction financière. Pour ce faire, elle collecte, traite et partage des informations par le biais d'un système informatique intégré. Ces informations incluent habituellement des renseignements généraux sur les emprunteurs, comme les numéros d'identification, l'âge, la situation conjugale, les adresses et numéros de téléphone, ainsi que des renseignements de solvabilité sur les dettes historiques et les remboursements. Elles peuvent aussi inclure les antécédents judiciaires ou criminels et toute autre information publique pertinente permettant à des prêteurs actuels ou potentiels de prendre des décisions de crédit mieux informées.<sup>2</sup> Avec la demande de prêt d'un client, les renseignements de la centrale des risques peuvent aider les responsables des prêts d'une banque ou d'une IMF à prendre des décisions mieux informées s'agissant de refuser ou d'accorder une demande de prêt.

---

1. A. de Janvry et al., « Better Lending and Better Clients: Credit Bureau Impact on Microfinance », <http://are.berkeley.edu/~sadoulet/papers/BasisBrief.pdf>.

2. M. Llenas, 2009, « Credit Information Systems: Role and Impact on Microfinance », présentation PowerPoint à l'Asia Microfinance Forum, Hanoï, Vietnam, 28 août 2009.

**Figure 1. Rôle d'une centrale des risques dans le processus de prise de décision d'un prêt**



Source: M. Llenas, 2008, « Credit Information Systems ».

De manière générale, plus une centrale des risques est en mesure de collecter des renseignements, plus elle est utile. Elle peut collecter un large éventail de données sur les emprunteurs ; toutefois, les plus élémentaires sont les renseignements de solvabilité positifs ou négatifs.

### Renseignements défavorables

Parfois appelé « liste noire », ce type d'historique en matière de crédit ne contient que des renseignements sur les défauts de remboursement. L'encours au moment du défaut de remboursement et la date du dernier paiement peuvent aussi être inclus dans les renseignements. Lorsque la dette est remboursée, les informations touchant les situations d'impayés sont éliminées de la base de données. Parmi les centrales des risques incluses dans une enquête de la Banque mondiale de 2004, trente-deux pour cent fournissaient uniquement des renseignements défavorables.<sup>3</sup>

Plus une agence de crédit est en mesure de collecter des renseignements, plus elle est utile.

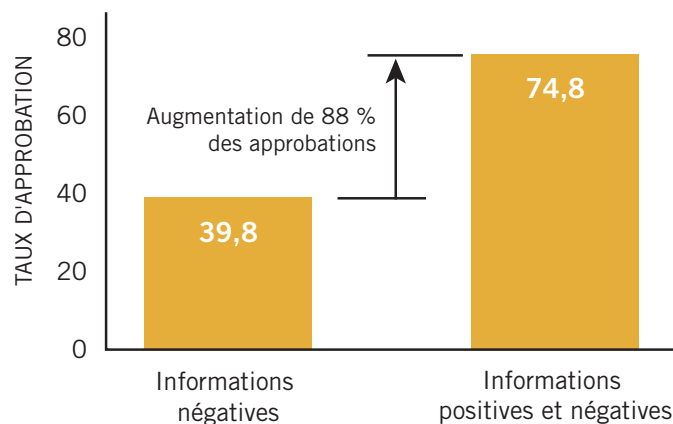
3. World Bank, 2004, « Doing Business Database on Private Credit Bureaus » (Washington, DC : World Bank), cité dans IFC (International Finance Corporation), 2006, Credit Bureau Knowledge Guide (Washington, DC : IFC), [http://www.ifc.org/ifcext/gfm.nsf/AttachmentsByTitle/FI-CB-KnowledgeGuide-E/\\$FILE/FI-CB-KnowledgeGuide-E.pdf](http://www.ifc.org/ifcext/gfm.nsf/AttachmentsByTitle/FI-CB-KnowledgeGuide-E/$FILE/FI-CB-KnowledgeGuide-E.pdf).

## Informations positives (et négatives) ou dossier complet

Ce type d'antécédents en matière de crédit contient des renseignements sur tous les comptes de crédit ouverts et clos, y compris le montant approuvé, ainsi que les informations sur les remboursements. Si un prêt a du retard, mais qu'il est finalement mis à jour ou remboursé, l'information sur le retard demeure dans les archives et n'est pas éliminée pendant une période de temps définie. Parmi les centrales des risques incluses dans l'enquête de la Banque mondiale,<sup>4</sup> soixante-huit pour cent fournissaient des informations tant positives que négatives.

Les centrales des risques qui fournissent des dossiers complets sont généralement considérées les plus efficaces. Les prêteurs qui ont accès à des données client plus complètes tendent à élargir leurs portefeuilles plus rapidement sans augmentations simultanées des taux de défaillance. Sur la base des données d'une des plus grandes centrales des risques des États-Unis, l'inclusion d'informations positives double pratiquement le pourcentage d'emprunteurs approuvés pour des prêts tandis que les taux de défaut restent inférieurs à trois pour cent. Ces chiffres montrent l'importance des informations positives dans l'amélioration de l'accès au crédit.<sup>5</sup>

**Figure 2. Effet sur les approbations de l'inclusion d'informations positives**



Source: Barron and Staten, 2003, « The Value of Comprehensive Credit Reports. »

## Comment le secteur de la microfinance peut-il tirer avantage d'une centrale des risques ?

Sur de nombreux marchés, le surendettement et le non-remboursement des prêts ont réduit la qualité du portefeuille et diminué les profits du microcrédit. Sans systèmes de protection contre les résultats négatifs, la capacité de la microfinance à faire progresser de manière significative l'inclusion financière est en danger. Les centrales des risques se sont avérées essentielles au développement sain du secteur de la microfinance et sont un lien vital entre les secteurs financiers informels et formel. Elles apportent d'importants avantages au secteur :<sup>6</sup>

1. **Meilleure gestion du portefeuille et réduction du risque de crédit.** Des informations plus complètes améliorent la prise de décisions des prêteurs et les clients obtenant les prêts sont plus susceptibles de les rembourser.
2. **Réduction des coûts de transaction.** Les nouveaux prêts qui sont traités plus efficacement peuvent améliorer la pérennité financière à long terme tant des prestataires que des clients de la microfinance.
3. **Accroissement du degré et de l'étendue potentielle de la portée.** De meilleures données client peuvent aider les institutions de microfinance (IMF) à pénétrer les zones rurales et à viser des segments « plus à risque » de la population.

4. World Bank, 2004, « Doing Business Database on Private Credit Bureaus » (Washington, DC : World Bank), cité dans IFC (International Finance Corporation), 2006, Credit Bureau Knowledge Guide (Washington, DC : IFC), [http://www.ifc.org/ifcext/gfm.nsf/AttachmentsByTitle/FI-CB-KnowledgeGuide-E/\\$FILE/FI-CB-KnowledgeGuide-E.pdf](http://www.ifc.org/ifcext/gfm.nsf/AttachmentsByTitle/FI-CB-KnowledgeGuide-E/$FILE/FI-CB-KnowledgeGuide-E.pdf).

5. J.M. Barron and M. Staten, 2003, « The Value of Comprehensive Credit Reports : Lessons from the U.S. Experience », <http://www.privacyalliance.org/resources/staten.pdf>, as cited in IFC, 2006, Credit Bureau Knowledge Guide, [http://www.ifc.org/ifcext/gfm.nsf/AttachmentsByTitle/FI-CB-KnowledgeGuide-E/\\$FILE/FI-CB-KnowledgeGuide-E.pdf](http://www.ifc.org/ifcext/gfm.nsf/AttachmentsByTitle/FI-CB-KnowledgeGuide-E/$FILE/FI-CB-KnowledgeGuide-E.pdf).

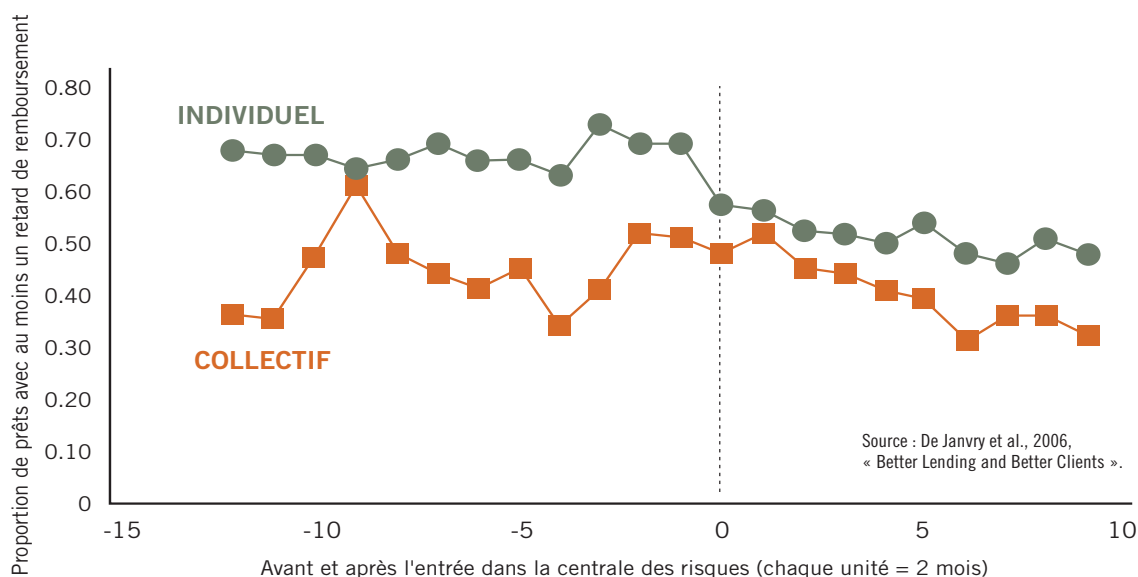
6. Cette liste a été établie à partir des ressources suivantes : P. Stein, n.d., « Developing Credit Reporting for Microfinance », Microfinance-Focus.com, [http://www.microfinancefocus.com/2009/09/09/developing-credit-reporting-for-microfinance/#\\_edn5](http://www.microfinancefocus.com/2009/09/09/developing-credit-reporting-for-microfinance/#_edn5) ; et M. Llenas, « An Evaluation of the Proposal for Establishing a Pilot Credit Bureau in Lahore and the RFP Technical Responses from IT Providers in Pakistan », rapport rédigé pour Pakistan Microfinance Network, mai 2008.



4. **Meilleur accès à la finance.** Une amélioration de la gestion du portefeuille rend davantage de capital disponible. Les clients tirent parti d'une plus grande disponibilité du crédit.
5. **Culture du remboursement mieux développée.** Si les clients savent que des informations sont collectées et que toutes les IMF participent à la centrale des risques, il existe une plus grande incitation à rembourser et à conserver des antécédents favorables en matière de crédit.
6. **Réduction du risque de surendettement des clients.** La sursaturation du crédit est l'un des plus grands défis pour le secteur de la microfinance. Ce type de circonstances peut porter un préjudice grave aux emprunteurs.
7. **Renforcement de la coordination et du partage des données d'encours de crédits entre banques, IMF et prestataires privés.** La coordination entre plusieurs prestataires de service contribue à bâtir un secteur financier plus diversifié au service de tous les clients désireux d'accéder au crédit.
8. **Conformité plus rigoureuse aux mesures de connaissance de la clientèle des accords de Bâle I et II.** Le Comité de Bâle<sup>7</sup> a souligné la nécessité pour les prestataires de services financiers de mettre en œuvre des normes efficaces de connaissance de la clientèle comme un des aspects essentiels des pratiques de gestion des risques.

La figure 3 montre la baisse des taux de défaillance des prêts individuels et collectifs sur la base des données recueillies auprès de Génesis Empresarial, important prêteur de microfinance au Guatemala qui de petits prêts individuels et collectifs à toute une gamme de clients urbains et ruraux. En août 2001, Génesis a commencé à recourir aux services du CREDIREF, centrale des risques couvrant une large portion du secteur de la microfinance au Guatemala. En janvier 2003, l'ensemble des trente-neuf agences de Génesis communiquait ses informations à l'agence. Les conclusions d'une étude<sup>8</sup> qui comparait la performance du portefeuille avant et après le recours à une centrale des risques indiquent que les responsables des prêts ont utilisé les renseignements de l'agence pour choisir les clients et que ces informations ont contribué à la baisse des taux de défaillance parmi les clients.<sup>9</sup>

**Figure 3. Baisse des prêts individuels et collectifs dans les taux de défaillance**



7. Le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire formule des normes et des directives générales d'intervention et recommande des énoncés de pratique exemplaire en matière de contrôle bancaire en prévision que les membres les autres pays prennent des mesures pour les mettre en œuvre par le biais de leurs propres systèmes nationaux, que ce soit sous forme statutaire ou autrement. Le but du comité est d'encourager la convergence vers des approches et des normes communes partout dans le monde.

8. De Janvry et al., 2006, « Better Lending and Better Clients ».

9. Dossiers administratifs du CREDIREF pour les prêts octroyés entre décembre 2000 et juillet 2005. Les données ont fourni des informations sur un total de 102 000 particuliers et environ 278 000 prêts..

# Modèles de propriété pour les centrales des risques

Les centrales des risques servant le marché de la microfinance revêtent de nombreuses formes différentes. De manière générale, il existe deux principaux modèles commerciaux pour les centrales des risques : le modèle de la possession et de la gestion par les créanciers et celui de l'opérateur indépendant ; et un modèle sans but lucratif : le modèle de l'association de prêteurs à but non lucratif.<sup>10</sup> Les descriptions suivantes indiquent quels sont les divers avantages et inconvénients associés aux différents modèles.

## Modèle de la possession et gestion par les créanciers

Avec ce modèle, les prêteurs (le plus souvent des banques) créent la centrale des risques et en sont les principaux actionnaires. D'autres actionnaires peuvent inclure des entités gouvernementales, des institutions financières internationales, des investisseurs privés indépendants et des partenaires techniques.

### Avantages et inconvénients

L'avantage de ce modèle est qu'il peut être mis en place plus rapidement et qu'il bénéficie de l'engagement de ses membres pour fournir des données de qualité et à jour, ce qui contribue à assurer la pérennité de l'agence. Le principal inconvénient est le possible conflit d'intérêts qui peut se poser en cas de divergence entre les objectifs des actionnaires individuels et ceux de l'agence. Par exemple, certaines institutions peuvent s'opposer à l'inclusion de certains nouveaux venus sur le marché (c.-à-d., les membres à but non lucratif ou les prestataires multiservices non réglementés) ou bien des membres de grande taille peuvent essayer d'influer sur la politique de tarification au détriment des membres plus petits. L'une des façons de minimiser ces problèmes est de limiter l'influence des prêteurs en restreignant les pourcentages de contrôle et d'intérêt par rapport aux autres propriétaires. Un conflit d'intérêts est aussi possible en termes de fonction de supervision et d'intérêts des actionnaires si des entités gouvernementales détiennent une participation.

### Exemples

Certaines centrales des risques récentes ont engagé des partenaires techniques pour créer des centrales des risques et devenir actionnaires minoritaires (c.-à-d., le Mexique et le Kazakhstan). Certains pays ont choisi des variantes de ce modèle dans lesquelles les prêteurs deviennent actionnaires d'une holding propriétaire de la centrale des risques aux côtés d'un partenaire technique, comme c'est le cas à Singapour.

## Modèle de l'exploitant indépendant

Dans ce modèle, une tierce partie détient et exploite l'agence, généralement de manière purement commerciale. Les prêteurs sont les utilisateurs des services de la centrale des risques, mais ne jouent aucun rôle dans la structure du capital social de la société.

### Modèle de propriété

L'Afrique du Sud utilise un modèle combiné dans lequel Experian et TransUnion, deux centrales des risques indépendantes, collectent et distribuent des renseignements sur les remboursements de crédits pour la Consumer Credit Association (association de crédit à la consommation) et le South African Banking Council (conseil bancaire sud-africain). Ensemble, l'association et le conseil imposent des restrictions à la participation et aux membres et donc à l'accès aux données. L'association et le conseil conservent la propriété des données, mais permettent aux centrales des risques de collecter, traiter et distribuer des renseignements en leur nom et avec leur autorisation.

10. La discussion de ces modèles s'appuie sur l'IFC, 2006, Credit Bureau Knowledge Guide, 9.

## Avantages et inconvénients

Le principal avantage de ce modèle est que, du fait qu'il s'agit d'une société totalement commerciale, il existe des incitations claires pour être novateur et fournir des services de qualité aux clients. Comme le contrôle et les opérations sont distincts des membres, il n'y a pas de conflit d'intérêts. Cependant, il est aussi plus difficile d'attirer des prêteurs et de les conserver comme participants à l'agence. Les prêteurs ne sont disposés à participer que si d'autres prêteurs échangent eux aussi leurs informations. De plus, il est plus difficile de lever des capitaux pour ce type de centrale des risques. À cause de ce manque de coordination entre prêteurs, de nombreuses centrales des risques sur les marchés émergents rencontrent des difficultés. En conséquence, de nombreux pays ont dû inciter les prêteurs à devenir propriétaires des agences pour créer une culture de confiance et pour commencer le processus d'échange des informations. Il est possible de passer du modèle de la possession par les créanciers au modèle de l'exploitant indépendant si les actionnaires peuvent se désinvestir progressivement et être remplacés par des actionnaires indépendants.

## Exemples

Les exemples de ce modèle sont les grandes centrales des risques internationales, comme TransUnion, Experina et Equifax aux États-Unis et Baycorp Advantage en Australie et en Nouvelle-Zélande. Bien qu'ils ne soient pas aussi communs, il existe un certain nombre d'exemples de ce modèle sur les marchés émergents, y compris DataCheck au Pakistan, CRB Africa (Credit Reference Bureau Africa) au Kenya, CompuScan et XDS (Xpert Decision Systems) en Amérique du Sud, Credit Registry Corporation au Nigeria et TUCA (TransUnion Central America) en Amérique centrale.

## **Association de prêteurs sans but lucratif**

S'il est vrai qu'elle est moins courante que les centrales des risques commerciales ou à but lucratif, la troisième option est une centrale des risques non commerciale gérée par une organisation sans but lucratif. Généralement, la motivation du fondateur de l'organisation est de promouvoir l'intérêt commun de la mise en commun de l'information. En tant que modèle sans but lucratif, aucune organisation n'a de participation au capital.

## Avantages et inconvénients

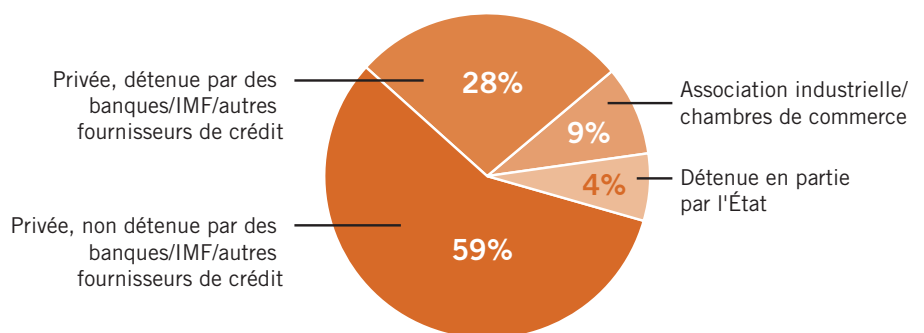
Non-commercial bureaus are usually not as dynamic and may struggle to offer high-quality services. Lenders' associations can be a good starting point for creating a credit bureau, encouraging buy-in, and building awareness. However, for-profit credit bureaus are generally more successful.

## Exemples

L'un des exemples d'association de prêteurs sans but lucratif est le consortium ALAFIA au Bénin. Si ce modèle a été utile pour démarrer, l'association de microfinance projette de faire la transition vers le modèle de l'exploitant indépendant.

Publiée en 2004, une enquête de la Banque mondiale<sup>11</sup> portant sur soixante-

**Figure 4. Structure de propriété des centrales des risques**



Source : World Bank, 2004, « Doing Business Database on Private Credit Bureaus ».

11. World Bank, 2004, « Doing Business Database on Private Credit Bureaus ».

dix-huit centrales des risques dans cinquante-cinq pays partout dans le monde conclut qu'environ quarante-six centrales des risques privées n'étaient pas détenues par des banques, des institutions financières ou des émetteurs de cartes de crédit, vingt-deux étaient détenues par des banques, des institutions financières ou des émetteurs de cartes de crédit, sept appartenaient à des associations industrielles ou chambres de commerce et seules trois étaient détenues en partie par des États.

## Les centrales des risques pour les IMF uniquement ?

En recourant à l'éventail des modèles d'entreprise déjà mentionnés, certains pays on choisi d'établir des centrales des risques uniquement pour les IMF. Dans certains cas, il s'agit de la seule option possible du fait que les IMF ne peuvent satisfaire les obligations minimales pour faire rapport à une centrale des risques pour banques commerciales ou parce que la centrale des risques n'a pas assez de souplesse pour inclure des IMF. De plus, les frais de participation et d'utilisation peuvent être trop élevés pour certaines IMF. Dans ces circonstances, une centrale des risques pour la microfinance uniquement peut être la seule option, si elle est adaptée aux besoins possibilités des prestataires de services et si la structure des prix peut être établie de façon à promouvoir le niveau de participation le plus large.

**L'approche idéale est d'établir une agence de crédit ouverte** qui permette « la circulation et la diffusion des informations des systèmes financiers, réglementés et non réglementés, aux côtés des sociétés commerciales pour lesquelles les opérations de crédit sont une partie essentielle de leurs activités ».

– Miguel Llenas, directeur général,  
National Bureau of Commercial Information, Oman

Toutefois, il peut résulter certains inconvénients lorsque les IMF participant à une centrale des risques nationale ou commerciale doivent fournir des informations aux deux agences pour les meilleures évaluations des risques, ce qui peut être coûteux et prendre du temps. De plus, une centrale des risques uniquement pour les IMF ne peut obtenir les informations sur les prêts que les clients de la microfinance peuvent recevoir des banques commerciales ou d'autres prêteurs. Pour ces raisons, une centrale des risques uniquement réservée aux IMF est généralement recommandée seulement pour le court terme. Sur le long terme, à mesure que davantage d'IMF se transforment et que le secteur financier se rationalise et devient plus intégré, ces centrales des risques devraient leur emboîter le pas.

# Activités propres aux associations de microfinance

Developing a credit bureau in any market, but especially an emerging market, requires comprehensive background research, detailed planning, widespread “buy-in” from all key players in the market, and a high level of technical expertise. Associations are in a prime position to lead these activities.

- 1. Éducation et sensibilisation.** Sur de nombreux marchés, il peut y avoir de la résistance face au concept de mise en commun des informations.<sup>12</sup> Les associations de microfinance ont de l'expérience s'agissant de changer les perceptions et d'éduquer les parties prenantes. Établir et promouvoir l'utilisation des centrales des risques doit être l'une de leurs priorités. Les associations peuvent aider à éduquer et convaincre leurs membres et les principales parties prenantes de l'industrie de la valeur des centrales des risques et de leur rôle consistant à promouvoir la stabilité financière et le développement du crédit. Ceci peut naturellement inclure une campagne ciblée visant à encourager le recours aux centrales des risques par les membres, selon les besoins, et le plaidoyer en faveur d'un système d'évaluation du crédit ouvert autorisant un large partage des informations entre des prestataires de services de toutes sortes.
- 2. Développement de cadres légaux et réglementaires.** Avant qu'une centrale des risques quelle qu'elle soit puisse être créée, un cadre légal et réglementaire doit être mis en place. C'est là un autre domaine dans lequel les associations de microfinance peuvent apporter d'importantes contributions. Si les cadres légaux diffèrent d'un pays à un autre, il est probable qu'ils incluent des mesures touchant à l'évaluation du crédit, la protection des données, la protection des clients et des dispositions concernant la confidentialité et le secret des sociétés et des particuliers. Les associations peuvent collaborer avec les autorités de réglementation et les législateurs pour garantir que les cadres légaux soient propices au partage de l'information sur le crédit et définissent clairement les droits et devoirs de toutes les parties.
- 3. Études de faisabilité.** Une recherche factuelle de qualité est souvent l'un des domaines de services clés et le point fort de nombre d'associations de microfinance. Une étude de faisabilité est un point de départ essentiel à l'établissement d'une nouvelle centrale des risques ou à l'intégration des rapports du secteur de la microfinance dans une ou des centrales des risques nationales existantes. Un certain nombre de questions importantes sont à envisager :
  - Quelle est la demande potentielle d'informations sur le crédit ?
  - Quelles sont actuellement les sources d'information, y compris les sources d'informations publiques ?
  - Quel est le risque d'une concurrence des autres agences privées et du registre public, le cas échéant ?
  - Quel est le potentiel de collaboration avec ces prestataires ?
  - Quelles sont les obligations légales ?
  - Plus généralement, quels sont les risques économiques et politiques ?<sup>13</sup>
  - Avec une contribution des sources pertinentes, les associations de microfinance peuvent répondre à ces questions et diriger leurs efforts vers la solution la plus appropriée et la plus réalisable pour le secteur.
- 4. Planification de développement.** Si les associations prennent la direction des opérations après l'étude d'un plan de faisabilité, elles peuvent utiliser leur expertise pour développer un plan d'affaires qui identifie le modèle d'entreprise qui sera utilisé ainsi qu'une stratégie opérationnelle pour faire passer la centrale des risques du simple concept à un prestataire de service pleinement opérationnel. Surtout, le plan d'affaires doit inclure une stratégie pour garantir la viabilité commerciale. Au minimum, ceci exige des économies d'échelle, une tarification appropriée, des décisions d'investissement en matière de logiciel et autres infrastructures, un engagement fort des actionnaires

12. IFC, 2006, Credit Bureau Knowledge Guide.

13. Ibid.

et une structure organisationnelle rationnelle et efficace.<sup>14</sup>

5. **Étude de définition technique et choix d'un prestataire de services.** Élément clé de la planification, une étude de définition technique évalue la capacité technique et la disponibilité des prêteurs à participer à une centrale des risques. Les associations de microfinance sont les mieux placées pour comprendre la capacité de leurs membres et leur potentiel de renforcer cette capacité là où elle comporte des lacunes. Ces points forts et ces lacunes permettront de définir les spécifications techniques d'une future centrale des risques, ainsi que la compatibilité avec les agences existantes (si on le juge approprié).
6. **Testes pilotes, formation et promotion.** Une association de microfinance peut jouer un rôle clé dans le teste pilote d'une centrale des risques et travailler en étroite collaboration avec les membres afin de les éduquer et former sur les détails spécifiques de communiquer à la centrale et d'accéder aux informations. Les associations peuvent également aider les membres à mettre à jour leurs systèmes pour satisfaire les obligations minimales (par exemple, par le biais des subventions d'assistance technique) et former les membres sur les détails spécifiques liées à l'utilisation d'une centrale des risques. De plus, les associations peuvent créer des incitations. Par exemple, certaines associations ont inclus la communication aux centrales des risques comme une condition d'adhésion. D'autres ont négocié des cotisations préférentielles pour leurs membres.
7. **Propriétaire/exploitant.** Certaines associations de microfinance pourront choisir d'être directement impliquées dans la propriété et l'exploitation d'une centrale des risques limitée qui est axée uniquement sur les IMF. Cela a été une entreprise réussie pour certaines associations ; toutefois, elle doit être soigneusement évaluée. Les risques comprennent les possibles questions de conflit d'intérêts, la responsabilité pour les pertes financières et une crédibilité compromise dans tous les autres domaines de service si la centrale des risques rencontre des problèmes. Les associations doivent développer des stratégies pour atténuer ces risques de manière proactive.

### Encadré 1. Mesures à prendre avant d'établir une agence de crédit

Avant de décider de se lancer dans l'établissement d'une agence de crédit, les associations de microfinance doivent examiner les points suivants :

- **Répondre à cette question : « pourquoi le secteur de la microfinance a-t-il besoin d'une agence de crédit ? »**
- **Évaluer le niveau d'intérêt des membres.** Sans leur soutien et leur participation, la centrale des risques aura du mal à réussir.
- **Obtenir l'aval du conseil d'administration.** Le conseil d'administration d'une association de microfinance peut jouer un rôle déterminant en encourageant la participation des membres et en soutenant d'autres activités.
- **Déterminer qui paiera et obtenir le financement.** Un budget doit être établi pour les activités de la centrale des risques que l'association gèrera.
- **Mettre sur pied un groupe de travail et faire participer toutes les parties prenantes concernées.** Organisez un groupe de parties prenantes bien informées : autorités de réglementation, institutions de microfinance, membres et non-membres ; en fonction de votre modèle d'entreprise et des experts de la centrale des risques.
- **Identifier ou engager au moins une personne pour gérer le processus.** Créer une agence de crédit est un gros travail qu'on doit planifier et pourvoir en personnel avec soin.
- **Être disposé à revoir sa stratégie commerciale selon les besoins.** Soyez prêt si, par exemple, la pleine participation des membres accuse un retard, les questions de réglementation changent après le lancement de la centrale des risques ou si le financement n'est pas disponible ou le soutien diminue.

.....  
14. IFC, 2006, Credit Bureau Knowledge Guide.



## ÉTUDES DE CAS

Plusieurs associations de microfinance dans le monde ont l'expérience de la promotion et, dans certains cas, de la création de centrales des risques pour servir le secteur de la microfinance dans leurs pays respectifs. Les études de cas suivantes représentent un échantillon représentatif de cette expérience et montrent une gamme d'approches, qui ont toutes permis de tirer d'importants enseignements.

- **RFR, Équateur**, par le biais d'un partenariat initial, a contribué à créer et développer CreditReport, aujourd'hui plus grande centrale des risques en Équateur (qui est aujourd'hui gérée de manière indépendante).
- **Consortium ALAFIA, Bénin**, a créé et aujourd'hui héberge et gère une centrale des risques axée sur le secteur de la microfinance.
- **ASOMIF, Nicaragua**, a créé et détient toujours cinquante-six pour cent du capital de la SINRIES-GOS, société indépendante opérant dans le cadre des règlements du Bureau du Surintendant des banques.
- **Pakistan Microfinance Network** a mis sur pied une centrale des risques pilote dans l'un des marchés les plus saturés du pays. Le but de ce projet-pilote était de tirer des enseignements de l'expérience et de soutenir un jour le lancement d'une centrale des risques indépendante ou d'un partenariat avec une centrale des risques commerciale pour servir le secteur de la microfinance.

### Red Financiera Rural, Équateur

#### Arrière-plan

Le Bureau du Surintendant des banques et des assurances d'Équateur a une centrale des risques depuis des années, mais ce service n'était accessible qu'aux institutions financières réglementées. Il y a seulement quelques années, l'industrie de surveillance du crédit en Équateur était considérée comme très jeune et consistait en quatre agences. Bien que la législation équatorienne exige que toutes les institutions financières réglementées présentent l'information à une centrale des risques, aucune des agences n'opérait dans le secteur non réglementé de la microfinance. Plus de huit-cents institutions de microfinance, représentant quarante pour cent du marché, ne sont pas réglementées et n'ont jamais eu accès historiquement aux informations sur le crédit au sein de l'industrie.

Red Financiera Rural (RFR)<sup>15</sup> est une association de microfinance établie en Équateur en juin 2000. Elle regroupe aujourd'hui quarante membres au service de près de 700 000 clients de la microfinance. Les membres incluent des banques commerciales, des organisations non gouvernementales (ONG) et des coopératives financières.

#### Rôle de l'association dans la création d'une centrale des risques

À partir de 2003, RFR a formé un partenariat avec les Fundación Servicios para el Desarrollo Alternativo (SEDAL), ONG équatorienne, et la Cooperativa de Ahorro y Crédito Acción Rural (Acción Rural), coopérative d'épargne et de crédit de microfinance. Leur objectif était de lancer un projet-pilote pour un service automatisé d'évaluation du crédit régional (SERVIR) dans deux provinces rurales. Ils ont obtenu du Dutch International Institute for Communication

.....  
15. Cette étude de cas s'appuie sur des entretiens avec Andrés Freire, représentant de l'assistance technique pour RFR, le 29 octobre 2009 et sur le document, « Cooperative de Acción Rural, SEDAL », et RFR, 2007, « Sistematización del Proyecto Servicio Regional de Información Crediticia SERVIR » [systématisation du service régional pour le projet en matière d'information sur le crédit SERVIR].

and Development (IICD) une subvention d'un montant approximatif de 110 000 USD et RFR a apporté une contribution d'environ 40 000 USD à leurs fonds pour démarrer le projet.

RFR a analysé les avantages et les inconvénients entre créer une nouvelle centrale des risques et travaillé avec une agence existante. Les changements intervenus dans les réglementations de contrôle du crédit incluent des exigences draconiennes concernant l'établissement d'une nouvelle agence. En conséquence, RFR, SEDAL et Acción Rural ont déterminé qu'utiliser une centrale des risques privée existante était préférable et ont sollicité des propositions. Si la plupart des centrales des risques existantes n'ont pas considéré l'industrie de la microfinance comme un marché rentable à développer, l'une des centrales des risques les plus petites et les plus récentes à l'époque, CreditReport, a reconnu le potentiel stratégique de ce marché inexploité. RFR a noué une alliance avec CreditReport et ensemble ils ont développé des procédures spécifiques pour collecter et échanger des informations sur le crédit avec les institutions de microfinance.

Pour le projet-pilote, RFR a ciblé les régions rurales de Tungurahua et Chimborazo, parce qu'elles étaient relativement accessibles depuis la capitale, Quito, et qu'elles avaient un nombre important de petites IMF et des niveaux élevés de pauvreté. Le but de ce projet-pilote était d'inclure au moins une vingtaine d'IMF non réglementées.

RFR a doté le projet d'un personnel de cinq personnes : le directeur de projet (qui était également le directeur exécutif de RFR), un coordinateur de formation et d'assistance technique, un technicien systèmes (pour adapter le logiciel de chaque institution), un assistant pour analyser les informations sociales de la clientèle (uniquement pour les six derniers mois) et un adjoint administratif et comptable. Le personnel de RFR a surtout travaillé à développer et adapter la technologie nécessaire, la coordination et les ventes de produits et la validation des informations, et a fourni une assistance technique et des séances de formation aux IMF locales, par exemple sur la manière d'interpréter les rapports et de les utiliser pour évaluer la capacité de paiement. À mesure que la phase pilote se développait RFR a accru son efficacité en normalisant les processus et en regroupant les systèmes de communication de l'information utilisés par les IMF pour développer une même application pour tout le monde.

### Acteurs principaux

RFR a fait office de facilitateur entre les institutions de microfinance locales et la centrale des risques, en apportant un appui aux relations opérationnelles, techniques et commerciales entre ces parties. Son rôle primordial était de mettre en œuvre un service régional pour l'échange des informations sur le crédit, puis de systématiser le processus pilote de façon à ce qu'il puisse être développé et reproduit dans d'autres régions.

D'autres parties prenantes ont aussi participé à la création de la centrale des risques. L'IICD a fourni le financement pour le projet-pilote. SEDAL a contribué à renforcer institutionnellement les IMF participant au projet-pilote en développant des modèles, des ateliers et des formations. Acción Rural était l'élément moteur pour l'établissement de l'accès aux informations sur le crédit pour l'industrie de la microfinance. L'organisation est entrée en contact avec l'IICD, ce qui a ensuite conduit à la subvention avec laquelle a été financée la majeure partie du projet-pilote. RFR a aussi utilisé Acción Rural pour tester et valider les nouveaux processus et technologies qu'ils avaient développés avant la mise en œuvre avec d'autres IMF. Finalement, CreditReport a collaboré avec RFR pour adapter ses systèmes de façon à ce que les IMF puissent les utiliser et pour servir de centre d'échange des informations sur le crédit.

### Résultats et statut actuel de la centrale des risques

Entre juin 2005 et octobre 2006, le projet-pilote est passé de deux IMF à trente-sept. Le portefeuille de crédits total de ces IMF a connu une croissance de cinquante-trois pour cent sur cette période de seize mois et le nombre de clients servis a augmenté de plus de trente-trois pour cent. Les taux de défaillance ont baissé de deux pour cent et les agents de crédit ont signalé que quatre-vingt-dix pour cent des demandes étaient utiles dans les décisions d'approbation des prêts. RFR a synthétisé les enseignements tirés de la phase pilote et a diffusé cette information par le biais d'une série d'ateliers régionaux destinés aux institutions locales.



À la fin du projet-pilote, CreditReport a pris en charge les processus et les outils développés par RFR et à appliquer le programme à grande échelle pour atteindre d'autres régions d'Équateur.<sup>16</sup> Il a maintenant un employé dédié aux institutions de microfinance non réglementées et, en utilisant le modèle de RFR, gère indépendamment les rapports sur le crédit pour le secteur. Depuis la fin du projet-pilote, CreditReport a élargi son marché pour inclure 274 IMF, à compter du mois de septembre 2009. Parmi celles-ci, deux-cent-quatre sont non réglementées et représentent 328 000 clients et les portefeuilles s'élèvent à près de 521 millions USD. CreditReport s'étant établie comme la principale agence de rapports de solvabilité parmi les petites IMF, de plus grandes IMF puis d'importantes institutions financières et des banques commerciales ont commencé à utiliser ses services, contribuant à en faire aujourd'hui la plus grande centrale des risques privée d'Équateur.

RFR reçoit des informations de CreditReport tous les trimestres et effectue des analyses du surendettement et du marché de la microfinance, qu'elle transmet à ses membres. Bien que RFR ne joue plus de rôle direct dans le processus d'information sur le crédit, elle continue à collaborer avec CreditReport pour étendre la portée de l'information disponible et développer de nouveaux produits. RFR et CreditReport ont aussi noué un partenariat pour offrir des événements gratuits, comme une formation sur le surendettement, aux institutions financières participantes.

## **Consortium ALAFIA, Association nationale des praticiens de la microfinance, Bénin**

### Arrière-plan

Se rendant compte que leurs portefeuilles se dégradent, cinq des plus grandes IMF du Bénin, notamment PADME, FINADEV et Vital Finance, se sont regroupées pour lancer une centrale des risques informelle en 2000. L'objectif principal de l'initiative était d'améliorer la qualité du [portefeuille en partageant les informations sur les retards de remboursement supérieurs à trente jours via un système Internet. Ne traitant que des informations négatives (prêts arriérés) et s'appuyant sur les propres rapports des IMF, il a été décidé que la centrale des risques inclurait tant les membres que les non-membres de l'association.

Créé en mars 2000, le Consortium ALAFIA<sup>17</sup> est une association regroupant trente-deux institutions de microfinance, servant plus de 700 000 clients dans tout le Bénin. Le but principal de l'association est de contribuer à la professionnalisation du secteur de la microfinance et de représenter les intérêts de ses membres. Ses membres incluent les institutions de microfinance tant réglementées que non réglementées.

Conduite par PlaNet Finance et Care International Benin, avec le soutien du Consortium ALAFIA et du Fonds international de développement agricole (FIDA) par le biais de deux projets : le Projet de microfinance et commercialisation et le Projet d'activités génératrices de revenus—une phase pilote a été réalisée avec succès. Sur la base de la réussite du pilote en 2002, la Banque mondiale a attribué une subvention de 80 000 USD pour financer une prolongation de trois ans du projet et inclure dix-sept IMF. En 2005, le Consortium ALAFIA a pris le contrôle de gestion et la direction de la centrale des risques.

16. En raison du rôle joué par RFR pour faciliter et permettre le partenariat entre CreditReport et les institutions de microfinance, RFR touche une commission de 10–15 pour cent des frais que CreditReport collecte pour les contrôles du crédit auprès des membres de RFR.

17. Cette étude de cas s'appuie sur une correspondance avec Ignace Dovi, directeur exécutif du Consortium Alafia, entre décembre 2009 et janvier 2010; et sur les documents suivants : B.C. Hounye, n.d., « Analyse diagnostique de la Centrale d'Échange d'Informations des institutions de microfinance du Bénin », Mémoire en ligne ([http://www.memoireonline.com/12/08/1804/m\\_Analyse-diagnostique-de-la-Centrale-dEchange-dInformations-des-institutions-de-microfinance-du-Benin43.html](http://www.memoireonline.com/12/08/1804/m_Analyse-diagnostique-de-la-Centrale-dEchange-dInformations-des-institutions-de-microfinance-du-Benin43.html)); et S. Tsien, 2004, « Étude sur les alternatives institutionnelles et technologiques novatrices pour soutenir la croissance et le développement durables des micro, petites et moyennes entreprises (MPME) », présentation PowerPoint à la Microfinance Information Sharing Initiatives in West and North Africa, Millenium Challenge Account-Benin, septembre 28 2004.

## Rôle de l'association dans la création d'une centrale des risques

Le premier rôle du Consortium ALAFIA dans la centrale des risques a été de siéger à un conseil dirigeant la mise en œuvre de l'agence pendant la phase pilote du projet. Puis en janvier 2005, avec le soutien financier et technique de Care International et de PlaNet Finance, la centrale des risques a été transférée au Consortium ALAFIA, considéré comme étant l'organisation la plus appropriée pour accueillir et gérer la centrale des risques à l'époque. Dans le cadre du transfert, un bureau a été mis en place au sein du Consortium ALAFIA et l'équipement nécessaire a été installé. Une base de données a été conçue et des procédures régissant le fonctionnement de la centrale des risques ont été établies. Un administrateur de la centrale des risques a été formé et un site Web créé pour communiquer les services offerts par l'agence. Les statuts juridiques ont été passés en revue et, finalement, une campagne de sensibilisation a été lancée pour informer le personnel des IMF et les convaincre des avantages de devenir membres de la centrale des risques. Dès juillet 2006, la centrale des risques était active dans six provinces, par le biais d'agences locales, avec 20 000 clients dans sa base de données.

## Acteurs principaux

Avec un financement initial de PlaNet Finance et CARE, plus un financement subséquent de la Banque mondiale et du FIDA (entre autres), la centrale des risques a bénéficié d'un large soutien des principales parties prenantes. Pendant la phase pilote, un comité regroupant PlaNet Finance, le Consortium ALAFIA, CARE, PADME et le ministère de l'Économie et des Finances du Bénin s'est réuni chaque mois. Avec le transfert de la centrale des risques en 2005, le conseil d'administration du Consortium ALAFIA a assumé la responsabilité du contrôle et de l'évaluation de l'agence.

Un comité directeur national, regroupant le Consortium ALAFIA, la division Microfinance du ministère des Finances, le Programme de développement des Nations Unies, MicroStart, la Banque mondiale, la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), PlaNet Finance, CARE Bénin et quelques IMF clés, a contribué à faire passer le projet à l'échelle nationale et à promouvoir sa pérennité.

## Résultats et statut actuel de la centrale des risques

La question de la viabilité financière a toujours été un risque pour la réussite à long terme de la centrale des risques. Elle préoccupait le Consortium ALAFIA lorsque celui-ci a pris le contrôle de l'agence. Gérée plus comme un projet que comme une société, le financement des bailleurs a couvert la majorité des dépenses de la phase pilote et par la suite. Lorsque le financement a été épuisé en 2008, le Consortium ALAFIA a demandé à ses membres et aux autres IMF participantes d'augmenter leurs contributions afin de couvrir un pourcentage plus important des coûts de fonctionnement de la centrale des risques. Les non-membres comme les membres ont été incapables ou n'ont pas souhaité d'accroître leurs paiements et, de ce fait, la centrale des risques a été suspendue. À cette époque, la base de données de l'agence contenait des renseignements sur 27 306 clients de dix-sept IMF membres et dix-huit IMF non membres, avec neuf transactions par semaine.

En 2008, le Consortium ALAFIA, avec le soutien du compte du Millennium Challenge-Bénin, a commandé une analyse diagnostique de la centrale des risques dans le but d'en évaluer le modèle d'entreprise et d'envisager des moyens de créer une centrale des risques nationale. L'une des principales lacunes citées par le rapport était le fait que la centrale des risques ne tirait ses informations qu'auprès des IMF et excluait les petites et moyennes entreprises ainsi que les emprunteurs agricoles clients des banques commerciales privées. Bien qu'il n'y ait pas de centrale des risques nationale au Bénin, les banques commerciales communiquent leurs rapports à une centrale des risques régionale gérée par la BCEAO.

Sur la base du rapport, Consortium ALAFIA a l'intention de transformer la centrale des risques existante pour qu'elle puisse attirer d'autres types d'institutions financières (y compris des banques commerciales) et inclure des informations aussi bien positives que négatives sur les clients. Le rapport a également recommandé que la centrale des risques soit

une société indépendante hébergée à l'extérieur du Consortium ALAFIA ou tout autre futur propriétaire. Le rapport conseillait que Consortium ALAFIA crée une société à actions et vende des parts aux associations, aux fédérations de banques et aux institutions de microfinance, ainsi qu'à la Banque centrale des États de l'Afrique de l'ouest. Elle devait aussi envisager un investisseur privé comme actionnaire unique ou coactionnaire. Des discussions se sont tenues avec la BCEAO pour étudier la possibilité d'intégrer la centrale des risques de la microfinance dans la centrale des risques régionale pour les banques commerciales gérées par la BCEAO.

Quelle que soit la nouvelle forme que prend la centrale des risques, elle doit être capable de couvrir ses propres coûts.<sup>18</sup> Avec la centrale des risques actuellement en attente, le Consortium ALAFIA recherche activement des investisseurs et d'autres parties intéressées pour appuyer la transformation de la centrale des risques sur la base des recommandations du rapport de MCA.

## **ASOMIF, Nicaraguan Association of Microfinance Institutions**

### Arrière-plan

Le Bureau du Surintendant des banques et des assurances nicaraguayen gère une agence d'évaluation du crédit publique qui inclut uniquement des informations en provenance et à destination des banques réglementées. Avant 1980, il existait une agence privée d'évaluation du crédit, mais des changements au gouvernement ont abouti à sa fermeture. En 2002, l'ASOMIF a établi la SINRIESGOS, S.A., centrale des risques privée pour les institutions de microfinance, les coopératives d'épargne et de crédit et d'autres institutions non réglementées, qui a commencé ses opérations en 2004. En 2006, le Bureau du Surintendant des banques a adopté une réglementation permettant aux centrales des risques privées de s'agrandir pour inclure les informations des institutions financières et des banques réglementées.

Fondée en 1998, la Nicaraguan Association of Microfinance Institutions (ASOMIF)<sup>19</sup> compte dix-neuf membres, qui tous sont des institutions sans but lucratif et inclut plusieurs coopératives d'épargne et de crédit. Au mois de juin 2009, les membres de l'ASOMIF opèrent dans 129 des 153 municipalités du Nicaragua et représentent plus de 350 000 clients.

### Rôle de l'association dans la création d'une centrale des risques

En 2002, le conseil d'administration de l'ASOMIF a décidé de lancer le processus de création d'une centrale des risques privée avec deux objectifs principaux : réduire le risque de crédit dans le secteur de la microfinance et de créer une entreprise génératrice de profits qui contribuerait à la pérennité du réseau. Cette décision a été présentée lors d'une assemblée générale des membres de l'ASOMIF et a été approuvée, bien que seuls deux tiers des membres environ se soient engagés à participer à la centrale des risques à l'époque.

L'étape suivante a consisté à lever les fonds nécessaires pour financer le projet. L'ASOMIF a obtenu une subvention de 75 000 USD auprès de CONSUDE, organisation suisse qui soutient la microfinance, et 25 000 USD de l'ambassade des Pays-Bas. Elle a ensuite utilisé cet argent pour acquérir des parts dans la SINRIESGOS, en générant le capital de départ pour les études de marché, l'achat du logiciel, le recrutement d'une équipe d'ingénieurs chargée de mettre les systèmes en place et en préparant l'assistance technique et la formation. Les membres de l'ASOMIF ont aussi eu la possibilité d'acheter jusqu'à deux parts pour 1 000 USD chacune, ce qui a complété le capital.

Les actionnaires ont nommé un conseil d'administration et la SINRIESGOS a commencé à recruter du personnel. L'ASOMIF a réalisé une étude de marché, en examinant d'autres pays d'Amérique latine ayant des centrales des risques

18. Hounye, « Diagnostic Analysis of the MFI Center for Information Exchange in Benin ».

19. Cette étude de cas s'appuie sur des entretiens avec Sergio Gómez, directeur général de la SINRIESGOS, S.A., le 30 octobre 2009 ; et Alfredo Alaniz, directeur exécutif de l'ASOMIF, le 5 novembre 2009.

bien établies. Des négociations ont été engagées avec une centrale des risques péruvienne pour acquérir les droits de son logiciel et l'adapter à ses besoins pour approximativement 25 000 USD. La SINRIESGOS a aussi acheté l'équipement nécessaire et a fourni la formation et l'assistance technique pour permettre aux institutions financières de commencer à communiquer les informations sur le crédit.

Le personnel et l'équipement de la SINRIESGOS étaient originalement hébergés par l'ASOMIF. Lorsque les bureaux et ses technologies de l'information de la SINRIESGOS ont été en place, celle-ci a dû aussi démontrer qu'elle avait pris des mesures de sécurité adéquates afin d'obtenir la licence auprès du Bureau du Surintendant des banques. Après avoir entrepris une série de révisions et de mises à jour à la sécurité du logiciel et des locaux, la SINRIESGOS a reçu la licence et a commencé ses opérations en 2004.

### Acteurs principaux

La SINRIESGOS a été créée par trois groupes d'actionnaires : l'ASOMIF avec cinquante-six pour cent des parts, des institutions financières membres et d'autres actionnaires. En tant qu'actionnaire majoritaire, l'ASOMIF exerce une influence sur la SINRIESGOS en nommant le directeur du conseil d'administration. Les institutions financières membres choisissent le président directeur, tandis que les autres actionnaires nomment le vice-président et l'autre directeur. La SINRIESGOS est une organisation légale autonome et le conseil d'administration gère l'agence de manière indépendante.

CONSUDE et l'ambassade des Pays-Bas ont octroyé une subvention unique pour aider à la création de la centrale des risques. L'ASOMIF continue de servir de liaison entre la SINRIESGOS et le secteur de la microfinance et collabore avec l'agence pour rechercher et identifier les domaines stratégiques d'expansion.

### Résultats et statut actuel de la centrale des risques

Avec le projet de l'ASOMIF et les fonds de démarrage, la SINRIESGOS a été établie comme une société totalement indépendante, opérant dans le cadre des réglementations du Bureau du Surintendant des banques. Le conseil d'administration comprend des représentants prestigieux qui augmentent la finance dans l'agence. La loi nicaraguayenne n'impose pas la communication des informations sur le crédit, mais la plupart des institutions le font, parce qu'elles ne peuvent consulter la centrale des risques si elles ne lui soumettent par leurs informations tous les mois.

La SINRIESGOS a signalé qu'à compter de 2009, elle avait cent-quinze institutions membres partageant l'information sur le crédit, ce qui, selon ses estimations, représente 95 pour cent du secteur financier. Dix-huit des dix-neuf institutions de microfinance membres de l'ASOMIF participent au système d'information sur le crédit, tout comme l'ensemble des banques commerciales du Nicaragua et de nombreuses mutuelles de crédit et coopératives d'épargne et de crédit.

La SINRIESGOS a commencé à dégager un profit lors de sa troisième année d'opération. L'ASOMIF a reçu 10 000 USD en intérêt et dividendes en 2007 et 60 000 USD en 2008. En 2007, la valeur de la société était estimée à près de 700 000 USD.

Le secteur de la microfinance au Nicaragua est actuellement touché par le *Movimiento No Pago*,<sup>20</sup> mouvement en faveur du non-paiement des prêts, ce qui rend difficile de mesurer quel impact le partage de l'information sur le crédit peut avoir sur le surendettement et la situation d'impayés. Néanmoins, les institutions qui ont recours à l'agence signalent une baisse du nombre de prêts en retard.

.....  
20. Un nombre important d'emprunteurs nicaraguayens en colère (microentrepreneurs, producteurs et marchands) se sont regroupés pour créer le « mouvement du non-paiement » (Movimiento No Pago) et exigent que le Congrès nicaraguayen adopte un moratoire qui fournirait aux débiteurs une période d'amortissement de dix ans avec un intérêt maximum de 8 % (Fil de presse 2009, « Nicaragua: " No Payment Movement " Attacking Microfinance Industry » MicroCapital.org, 6 novembre, 2009.)

L'ASOMIF continue de jouer un rôle dans l'expansion et l'amélioration de la centrale des risques. Cependant, si elle désigne le président du conseil d'administration, elle n'intervient pas dans ses opérations au jour le jour. Elle conduit actuellement des études explorant la possibilité de s'associer avec des sociétés de services publics afin d'incorporer l'historique du paiement des services publics dans les rapports sur le crédit. Grâce à une subvention, l'ASOMIF a aussi engagé un consultant pour étudier le surendettement au Nicaragua, en utilisant l'information de SINRIESGOS.

## **Pakistan Microfinance Network**

### Arrière-plan

Le Pakistan Microfinance Network a d'abord décidé de créer une centrale d'échange d'informations en microfinance (CEIMF) du fait de l'intérêt des membres après sa conférence de 2003 sur la microfinance. Le PMN a ensuite publié un document d'orientation, analysant l'importance d'une CEIMF et la conjoncture à l'époque. En novembre 2003, une délégation consistant en représentants du PMN, des bailleurs de fonds et de la Banque Nationale du Pakistan s'est rendue en Bolivie pour y étudier une centrale des risques de microfinance bien établie. En mars 2004, le PMN a réalisé une étude de faisabilité afin d'explorer la possibilité de créer une CEIMF au Pakistan. Toutefois, en mars 2005, les conclusions de l'étude de marché suggéraient qu'il était trop tôt pour créer une CEIMF dans la mesure où il n'existait aucun cadre réglementaire permettant d'établir une centrale des risques et qu'il semblait y avoir une concurrence limitée, une faible pénétration du marché et peu de défauts de remboursement. En 2007, la concurrence sur le marché de la microfinance s'était intensifiée, en particulier dans les régions urbaines. Le conseil d'administration du PMN a repris l'idée d'établir une CEIMF et autorisé de nouvelles recherches et un projet-pilote sur le marché de Lahore.

Fondé en 1997 comme une association informelle, le Pakistan Microfinance Network<sup>21</sup> (PMN) a été formellement établi en 2001 avec pour but d'améliorer la portée et la pérennité de la microfinance au Pakistan. Les vingt-trois membres actuels (y compris des banques de microfinance et des IMF non bancaires) du réseau ont servi 1,9 million d'emprunteurs actifs en 2009.

### Rôle de l'association dans la création d'une centrale des risques

En 2007, le PMN a enquêté sur le marché de la microfinance à Lahore et l'a choisi comme site d'une centrale des risques pilote. Lahore est le marché de la microfinance le plus concurrentiel au Pakistan et a le nombre le plus important d'emprunteurs multiples. C'est là aussi que se trouvent les plus grands prestataires de services de microfinance.

Le but du projet-pilote était de mettre en place une centrale des risques pilote pour servir de base de données centrale dans laquelle seraient stockées toutes les transactions de crédit passées et présentes des individus s'étant trouvés en défaut de remboursement. Le conseil d'administration devait décider entre deux plans d'action : 1) créer et gérer sa propre centrale des risques ou 2) recourir aux services d'une centrale des risques privée indépendante.

Le PMN a diffusé une demande de propositions, précisant que la centrale des risques pilote ne recueillerait que les données des douze prestataires de microfinance membres opérant dans le district de Lahore, qui commenceraient en communiquant l'information négative (listes des emprunteurs insolubles). Le PMN espérait avoir une centrale des risques pleinement opérationnelle pour le secteur dans un délai de six mois après la conclusion d'un contrat avec un prestataire choisi avec soin.

Le PMN a engagé un expert consultant pour passer en revue les propositions qui ont été soumises. Au bout du compte, le conseil d'administration a décidé de recourir à un prestataire extérieur. Le conseil a sélectionné la centrale des risques privée DataCheck, parce qu'elle offrait un faible coût à la demande, un faible coût initial, un faible coût annuel ainsi

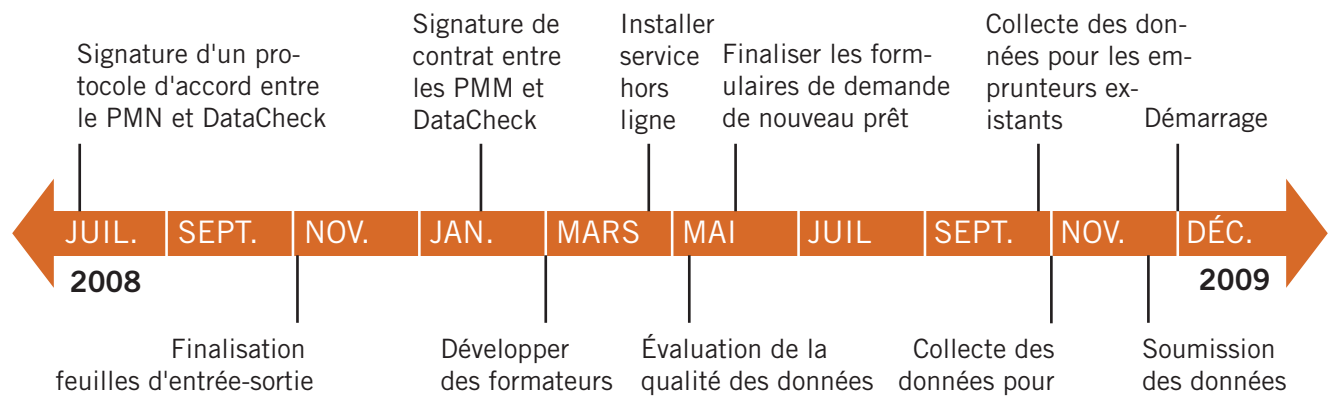
.....  
21. Cette étude de cas s'appuie sur M. Llenas, 2008, « An Evaluation of the Proposal for Establishing a Pilot Credit Bureau in Lahore » et S.M. Mohsin, « Establishment of a Pilot Credit Bureau », présentation à l'Asia Microfinance Forum, Hanoi, Vietnam, 27 octobre 2008.



qu'un développement rapide, et parce qu'elle était connue dans le secteur bancaire commercial depuis dix ans. Une fois que l'agence a été sélectionnée, le PMN a conçu un processus pour lancer le pilote (voir la figure 5).

DataCheck a conduit des recherches sur la capacité des prestataires de microfinance membres à fournir des données tous les mois. Les résultats ont montré qu'ils avaient une technologie suffisante, mais qu'il existait d'énormes défis à relever du côté des données. DataCheck a recommandé de normaliser la structure des données et a suggéré que les prestataires de microfinance membres soumettent des données aussi bien positives que négatives sur les emprunteurs afin de maximiser la puissance de la centrale des risques (ce qui a été approuvé plus tard par le conseil d'administration).

**Figure 5. Calendrier proposé pour le lancement de la centrale des risques pilote au Pakistan**



### Acteurs principaux

Le PMN a fait office de facilitateur, en identifiant et en connectant la centrale des risques existante DataCheck à ses membres prestataires de microfinance. Le PMN a aussi fourni aux prestataires de microfinance la formation, les mises à jour du système d'information de gestion (SIG), le logiciel et le matériel. Les experts consultants ont apporté l'expertise technique, ont fait des recommandations et offert des conseils dans la mise en place du projet-pilote. La Banque Nationale du Pakistan, qui règlemente toutes les banques de microfinance, a autorisé les membres du PMN d'échanger des données client avec une centrale des risques privée. La « National Database and Registration Authority » (Autorité des bases de données et de l'enregistrement) a délivré des cartes nationales d'identité informatisées (CNII) et offert des rabais sur les tarifs de vérification. Citi Foundation et le Département britannique pour le développement international ont financé le développement du projet.

### Résultats et statut actuel de la centrale des risques

Initialement, la centrale des risques pilote devait démarrer en octobre 2009. Cependant, la plupart des prestataires de microfinance membres n'étaient pas prêts pour le lancement du fait d'un certain nombre de problèmes associés. D'abord, le PMN a identifié un manque de ressources financières et techniques chez les IMF participantes. Des défis en matière d'opérations et de SIG au niveau national ont été de véritables obstacles pendant la phase pilote. Deuxièmement, le réseau a identifié le manque d'adhésion d'un personnel réticent et l'absence d'appropriation du projet à tous les niveaux, ainsi que des difficultés rencontrées par le personnel pour gérer cette charge de travail supplémentaire. Troisièmement, des données manquantes concernant les emprunteurs actifs ont miné le développement d'une base de données complète et économiquement rentable pour la centrale des risques. Le fait que le secteur n'avait pas d'identifiant unique pour les clients était un problème particulièrement sérieux. Bien que certaines IMF aient fait des CNII une obligation d'octroi du prêt, beaucoup d'autres ne les avaient pas suivies.

Le PMN a d'abord essayé de résoudre le problème de la collecte des données. Afin de normaliser les données et d'introduire des indicateurs qui resteraient constants, le réseau a encouragé les organisations à collecter les noms du père, de la mère et de l'époux/se de chaque client, leurs numéros de conseil de l'union, leurs numéros de client de la compagnie d'électricité et à identifier un prénom d'origine. Ces données pouvaient se compléter pour localiser ou comparer un dossier en l'absence de CNII.

Toutefois, mettre en œuvre ces indicateurs était extrêmement difficile pour les IMF du fait que cela exigeait des changements opérationnels et de SIG, ainsi que des ressources humaines et financières. Le rythme lent de la mise en œuvre de ces changements a encore retardé le service de la centrale des risques pilote. Prenant compte de tous ces facteurs, le PMN a décidé de rendre la CNII obligatoire et les autres indicateurs optionnels, pour renforcer l'ensemble de données et d'aider la localisation des dossiers. En acceptant cette obligation, les prestataires de microfinance membres seraient capables de fournir des données client beaucoup plus rapidement sans engager de dépenses financières pour collecter des données supplémentaires auprès des clients existants et apporter des modifications au SIG. Actuellement, huit des douze membres ont commencé à communiquer des données à DataCheck et le PMN espère que le pilote sera opérationnel d'ici la fin du mois d'avril 2010.

Le PMN projette de réaliser une évaluation du marché de ce pilote dans un délai d'un an après le début des opérations. Les résultats de cette étude seront soigneusement évalués et détermineront s'il convient de développer la centrale des risques au plan national ou simplement dans les districts voisins du pays.

# Principaux enseignements tirés des associations de microfinance : réussites et difficultés

---

## 1. Promouvoir la confiance et éduquer les membres.

Dans tous les cas, l'une des plus grandes difficultés a été de répondre aux craintes des membres. Beaucoup ne voient pas tout de suite les avantages à long terme du partage d'informations et peuvent être découragés par la crainte d'une utilisation des données contraire à l'éthique et d'une concurrence accrue. Au Nicaragua, l'une des priorités initiales de l'ASOMIF a été de convaincre ses membres que leurs bases de données seraient sécurisées et que le partage des informations sur le crédit ne conduirait pas à voler leurs clients. L'ASOMIF a éduqué ses membres concernant les protections de la vie privée intégrées au système. En fin de compte, obtenir une licence du Bureau du Surintendant des banques aura été crucial pour inciter les banques commerciales à rejoindre la centrale des risques et obtenir la confiance des institutions financières en général. La centrale des risques a aussi renforcé la confiance en mettant en place des systèmes de sécurité de grande qualité, en respectant un code de déontologie rigoureux et en engageant un personnel de bonne réputation.

En Équateur, les membres de RFR ont partagé des craintes similaires. En réponse, RFR a assuré une formation sur la législation applicable aux centrales des risques concernant l'accès à l'information et la confidentialité. Les membres doutaient aussi des avantages potentiels du partage d'informations. Initialement, CreditReport a fourni aux nouveaux clients pendant les six premiers mois un accès gratuit aux rapports sur le crédit durant le projet-pilote. Les membres se sont rendu compte que, dans certains cas, jusqu'à soixante-dix pour cent de leurs emprunteurs avaient des historiques de crédit dans d'autres institutions. Dans la plupart des cas, l'adhésion des membres s'est faite de manière progressive. En Équateur, les plus petites institutions ont été les premières à communiquer des rapports. À l'inverse, au Bénin, le Consortium ALAFIA a d'abord obtenu la participation des plus grands acteurs de la microfinance, ce qui a ensuite conduit à une participation plus large.

## 2. Soigneusement évaluer les coûts.

Un autre obstacle à la création d'une centrale des risques florissante et durable sera le coût associé à chaque phase du développement et des opérations subséquentes. Dans le cas de RFR et de l'ASOMIF, chacun a pu utiliser les fonds de la subvention initiale comme capital de démarrage pour financer le développement d'une entreprise durable. Cependant, pour le Consortium ALAFIA au Bénin, remplacer les fonds des bailleurs par le revenu des frais s'est révélé être un défi majeur. Des tarifications adéquates ainsi qu'un modèle d'entreprise assurant le recouvrement des coûts doivent être établis au plus tôt. Les associations de microfinance confrontées à des contraintes financières pour les activités essentielles doivent réfléchir soigneusement sur l'impact budgétaire sur ces initiatives. Pour les associations de microfinance ayant des ressources plus limitées, d'autres moyens de soutien, comme les études de faisabilité ou la promotion de cadres égaux et réglementaires solides peuvent s'avérer un rôle plus approprié.

## 3. Employer la technologie appropriée.

Qu'elle soit exploitée commercialement ou qu'il s'agisse d'une organisation à but non lucratif de grande qualité, toute centrale des risques exige un niveau complexe de technologie aussi bien pour son démarrage que pour sa gestion continue. Dans le cas de l'ASOMIF au Nicaragua, la difficulté a été de trouver un logiciel peu onéreux, mais de grande qualité et pour lequel elle pouvait obtenir les codes sources nécessaires pour modifier le logiciel afin de l'adapter à ses besoins. L'ASOMIF a étudié les systèmes de communication de l'information sur le crédit dans d'autres pays afin d'identifier les



meilleurs pratiques, logiciels et équipements, puis elle a recruté des ingénieurs système pour développer un programme permettant aux systèmes des différents membres d'exporter leurs informations via l'Internet.

De même, RFR en Équateur a dû identifier des solutions technologiques qui permettraient à la centrale des risques d'extraire les données nécessaires des IMF qui opéraient fréquemment avec des SIG dépassés. À cette fin, RFR a créé et installé des logiciels personnalisés pour ses membres. De même, au Bénin, toutes les IMF n'étaient pas équipées de connexions Internet ou de systèmes d'échanges d'informations adéquats. L'association a dû fournir différents canaux d'information pour garantir que toutes les IMF pourraient communiquer leurs données à la centrale des risques.

#### **4. Évaluer les avantages et les inconvénients de différents modèles.**

Un grand nombre des associations ont étudié d'autres modèles réussis et les ont adaptés à leurs situations. La PMS a consacré un temps considérable en recherches sur les modèles de centrales des risques dans d'autres pays. Ses études de faisabilité étaient exhaustives et d'autres opérations pilotes ont été examinées de près. En Équateur, RFR a fini par se dégager progressivement de son rôle de gestionnaire de la centrale des risques, mais continue à tirer des revenus des transactions. Au Nicaragua, le modèle de la centrale des risques reflète davantage une approche combinée de la propriété avec une entité légale indépendante, où les associations désignent le chef du conseil d'administration.

Bien que toujours considérées comme une solution de second choix, les centrales des risques exploitées par leurs propriétaires peuvent être une étape de transition nécessaire pour démarrer une centrale des risques dans un pays, mais elles sont difficiles à maintenir à long terme. Des plans de transition doivent être envisagés avant que les fonds ne soient épuisés. Il est important de tenir compte de la difficulté de faire la transition vers un modèle de centrale des risques détenue par un propriétaire indépendant. Avec du recul, Le Consortium ALAFIA au Bénin aurait préféré trouver une organisation privée distincte pour gérer la centrale des risques. L'association doit aujourd'hui relever le défi de transformer son modèle et aura besoin de trouver un investissement et un développement substantiels pour mener à bien cette transition.

## Bibliographie

---

- De Janvry, A., J. Luoto, Craig McIntosh, Greg Rafert et Elizabeth Sadoulet. « Better Lending and Better Clients: Credit Bureau Impact on Microfinance ». <http://are.berkeley.edu/~sadoulet/papers/BasisBrief.pdf>. Accessed March 2010.
- Fil de presse. 2009. « Nicaragua: “ No Payment Movement “ Attacking Microfinance Industry ». *MicroCapital.org*, November 6, 2009
- Hounye, B.C. n.d. « Analyse diagnostique de la Centrale d'Échange d'Informations des institutions de microfinance du Bénin », Mémoire en ligne [http://www.memoireonline.com/12/08/1804/m\\_Analyse-diagnostique-de-la-Centrale-dEchange-dInformations-des-institutions-de-microfinance-du-Ben43.html](http://www.memoireonline.com/12/08/1804/m_Analyse-diagnostique-de-la-Centrale-dEchange-dInformations-des-institutions-de-microfinance-du-Ben43.html).
- IFC (International Finance Corporation). 2006. *Credit Bureau Knowledge Guide*. Washington, DC: IFC. [http://www.ifc.org/ifcext/gfm.nsf/AttachmentsByTitle/FI-CB-KnowledgeGuide-E/\\$FILE/FI-CB-KnowledgeGuide-E.pdf](http://www.ifc.org/ifcext/gfm.nsf/AttachmentsByTitle/FI-CB-KnowledgeGuide-E/$FILE/FI-CB-KnowledgeGuide-E.pdf). Consulté en mars 2010.
- Llenas, M. 2009. « Credit Information Systems: Role and Impact on Microfinance » Présentation PowerPoint à l'Asia Microfinance Forum, Hanoï, Vietnam, 28 août 2009.
- . 2008. « An Evaluation of the Proposal for Establishing a Pilot Credit Bureau in Lahore and the RFP Technical Responses from IT Providers in Pakistan ». Rapport rédigé pour le Pakistan Microfinance Network, mai 2008.
- Mohsin, S. A. 2008. « Establishment of a Pilot Credit Bureau ». Présentation à l'Asia Microfinance Forum, Hanoï, Vietnam, 27 octobre 2008.
- RFR (Red Financiera Rural). 2007. « Sistematización del Proyecto Servicio Regional de Información Crediticia: SERVIR » [systématisation du service régional pour le projet en matière d'information sur le crédit : SERVIR]. Quito, Equateur: RFR.
- Stein, P. n.d. « Developing Credit Reporting for Microfinance » MicrofinanceFocus.com. [http://www.microfinancefocus.com/2009/09/09/developing-credit-reporting-for-microfinance/#\\_edn5](http://www.microfinancefocus.com/2009/09/09/developing-credit-reporting-for-microfinance/#_edn5). Consulté en mars 2010.
- Tsien, S. 2004. « Étude sur les alternatives institutionnelles et technologiques novatrices pour soutenir la croissance et le développement durables des micro, petites et moyennes entreprises (MPME) », Présentation PowerPoint à la Microfinance Information Sharing Initiatives in West and North Africa, compte du Millenium Challenge-Bénin, 28 septembre 2004.
- World Bank. 2004. « Doing Business Database on Private Credit Bureaus ». Washington, DC: World Bank. Cité dans l'IFC. 2006. *Credit Bureau Knowledge Guide*. Washington, DC: IFC.

## Ressources additionnelles

---

On trouvera ci-dessous une liste de ressources supplémentaires, y compris des liens vers des documents et des ressources en ligne.

- Université de Californie à Berkeley et Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). 2008. « Credit Bureaus and the Rural Microfinance Sector: Peru, Guatemala, and Bolivia ». Projet conjoint de l'Université de Californie à Berkeley et de la FAO (Bureau de l'Amérique latine), 8 décembre 2003. <http://www.basis.wisc.edu/live/credit/Credit%20Bureaus%20Peru,%20Guatemala,%20Bolivia.pdf>. Consulté en mars 2010.
- Dutheil, M., « Microfinance Bureaus Balancing Vision and Pragmatic Solutions ». Présentation PowerPoint à la « Regional Conference on Credit Reporting in Africa », Le Cap, Afrique du Sud, 6 octobre 2006. [info.worldbank.org/etools/docs/library/235943/Dutheil\\_MicroBureaus.ppt](http://info.worldbank.org/etools/docs/library/235943/Dutheil_MicroBureaus.ppt). Consulté en mars 2010.
- Campion, A., and L. Valenzuela. 2001. « Credit Bureaus: A Necessity for Microfinance? » Washington, DC: microLINKS. [http://www.microlinks.org/ev\\_en.php?ID=7445\\_201&ID2=DO\\_TOPIC](http://www.microlinks.org/ev_en.php?ID=7445_201&ID2=DO_TOPIC). Consulté en mars 2010.
- IFC's « Global Credit Bureau Program ». L'IFC est reconnu internationalement comme le numéro un de la promotion du développement des centrales des risques sur les marchés émergents. Depuis ses débuts en 2000, ce programme a créé ou nettement amélioré des centrales des risques dans dix pays, élaboré ou contribué à l'élaboration de nouvelles lois et lois et réglementations dans dix-neuf pays, organisé plus de soixante séminaires, conférences et prises de contacts sur le sujet des centrales des risques dans plus de quarante pays et suivi l'environnement du partage de l'information sur le crédit dans plus de cent-quatre-vingt pays par le biais du rapport « Doing Business » de la Banque mondiale. Plus récemment, le programme a exploré la possibilité de formaliser le programme de partage de l'information sur le crédit de la microfinance en collaboration avec des bailleurs de fonds intéressés. À mesure que la crise de liquidité actuelle évolue, cette priorité sera extrêmement importante pour garantir que le crédit soit accordé aux emprunteurs qualifiés et que les lignes du crédit restent ouvertes ou soient rouvertes pour les emprunteurs les plus vulnérables, y compris les ménages et les petites entreprises. Cette nouvelle initiative sera entièrement axée sur l'intégration du partage de l'information sur le crédit de la microfinance, à commencer par un ensemble de pays pilotes, puis elle élargira la portée de son intervention sur une période de cinq ans. <http://www.ifc.org/ifcext/gfm.nsf/Content/FinancialInfrastructure>. Consulté en mars 2010.

## **À propos de SEEP**

Le Réseau SEEP est un réseau international de praticiens dans le domaine du développement de microentreprises. Ces plus de 80 membres institutionnels sont actifs dans 180 pays et touchent plus de 35 millions de microentrepreneurs et leurs familles. La mission de SEEP est de mettre en contact ces praticiens dans un environnement mondial propice à l'apprentissage de manière à ce qu'ils puissent réduire la pauvreté par le biais du pouvoir d'entreprise. Depuis 25 ans, SEEP s'est allié à des praticiens du monde entier pour discuter des défis et des approches innovantes au développement de microentreprises. En tant qu'organisation poussée par ses membres, les membres représentent la force motrice de nos objectifs alors que SEEP fournit une plateforme neutre pour le partage des expériences et pour de nouvelles pratiques d'apprentissage innovantes. Le réseau SEEP aide à renforcer les efforts internationaux collectifs des membres pour améliorer la vie des plus vulnérables de ce monde.



**The SEEP Network**

1875 Connecticut Avenue, NW, Suite 414

Washington, DC USA 20009-5721

Phone: 1 202 534 1400

Fax: 1 202 534 1433

Email: [info@seepnetwork.org](mailto:info@seepnetwork.org)

Website: [www.seepnetwork.org](http://www.seepnetwork.org)